**Projet « Promotion de la Sécurité Communautaire et la Cohésion Sociale dans le Liptako-Gourma »**

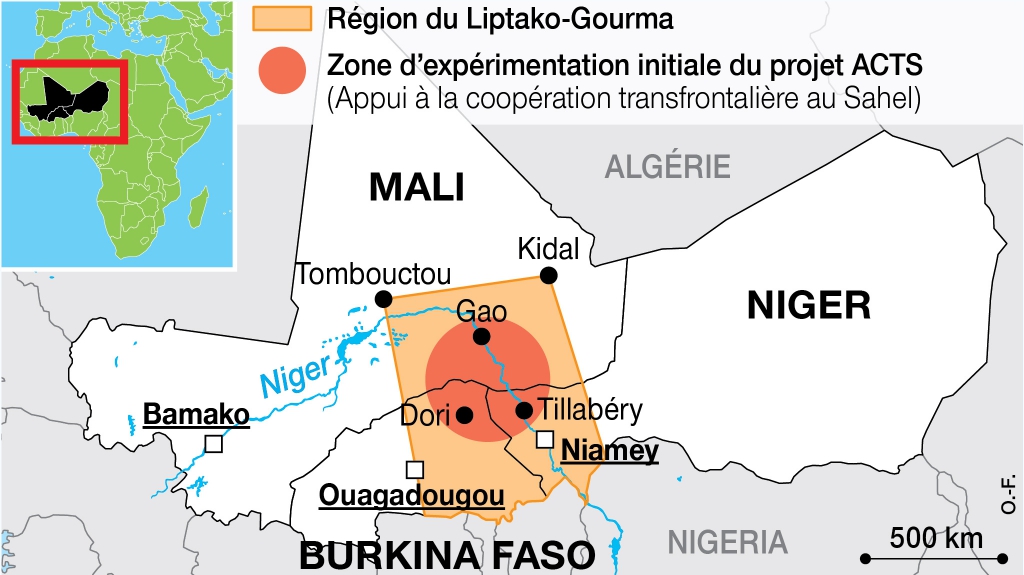
**Termes de référence**

**Recrutement d’un consultant individuel national, expert associé pour la mission d’évaluation finale du projet Promotion de la Sécurité Communautaire et la Cohésion Sociale dans le Liptako Gourma (PSCCS)**

1. Contexte et justification

Depuis le mois d’août 2017, le Système des Nations Unies (SNU) à travers les bureaux pays du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) du Burkina Faso, du Mali et du Niger, met en œuvre en partenariat avec les gouvernements respectifs des trois pays, le projet “Promotion de la Sécurité Communautaire et la Cohésion Sociale dans la région du Liptako Gourma” (PSCCS).

Le projet cible prioritairement les jeunes, les femmes et les éleveurs transhumants et est mis en œuvre dans trois régions frontalières que sont la région du Sahel du Burkina Faso, la région de Tillabéry au Niger et la région de Gao au Mali.



Financé à hauteur de USD 3.000.000 par Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF), à raison de USD 1 000 000 par pays, le PSCCS s’inscrit dans le cadre de l’opérationnalisation de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel et vient en appui aux initiatives des Gouvernements des trois pays dans leurs efforts de rétablissement de la sécurité et du développement dans la zone du Liptako Gourma, et plus généralement dans le Sahel, en proie depuis 2012 à une crise sécuritaire sans précédent. Pour le Burkina Faso elle s’inscrit spécifiquement dans la mise en œuvre du Programme d’Urgence pour le Sahel (PUS-BF).

L’objectif visé par le projet est d’améliorer la sécurité communautaire et la cohésion sociale des populations dans la zone à l’intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso à travers des interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

La théorie du changement formulé dans le document du projet s’énonce comme suit : « Si le sentiment d’exclusion/marginalisation des populations transfrontalières est résorbé, et Si les conditions de vie des populations (en particulier les jeunes et les femmes) sont améliorées et leur confiance dans la capacité de l’Etat de livrer des services de base est renforcée et si les conflits entre les communautés liés à la transhumance sont résolus de façons pacifiques et de manière participative entre les différentes parties, Alors les intentions à se livrer à des activités illicites ou le penchant pour les discours radicaux seront réduits, parce que les jeunes et les femmes auront d'autres moyens de gagner leur vie tout en gérant de manière efficace les ressources naturelles et seront moins exposés aux moteurs idéologiques de l'extrémisme violent, ce qui permettra de créer une dynamique de stabilisation dans cette zone transfrontalière sensible ».

En lien avec les objectifs poursuivis, trois résultats sont attendus du projet :

1. **Résultat 1 :** Les jeunes et les femmes, notamment ceux qui se sentent marginalisés sont de plus en plus impliqués dans les processus de prise de décision, adoptent des comportements civiques et entreprennent des activités génératrices de revenus.
2. **Résultat 2 :** La sécurité communautaire dans les zones frontalières des trois pays est renforcée à travers la collaboration entre les FDS et les autorités administratives et locales, entre les FDS et les populations et entre les populations frontalières.
3. **Résultat 3 : :** Les conflits entre communautés transfrontalières liés à la transhumance sont réduits par une meilleure gestion des ressources naturelles.

Le PSCCS est mis en œuvre en partenariat avec plusieurs agences du Système des Nations Unies (OIM, UNCDF, UNHCR), divers acteurs nationaux (ministères sectoriels, services techniques déconcentrés, administrations déconcentrés, collectivités territoriales) et des ONG. Au niveau stratégique et politique, il est piloté par un Comité de Pilotage Transfrontalier (CPT) composé des parties prenantes nationales désignées des trois pays. Sur le plan opérationnel, une Unité de Coordination Transfrontalière (UCT) a été mise en place et établie à Dori au Burkina Faso, avec pour mission principale d’assurer la gestion globale du projet et sa mise en œuvre. Au niveau pays, la gestion du projet est assurée par une équipe de staffs désignés de chaque bureau du PNUD. Par ailleurs, des Volontaires des Nations Unies (VNU) et des volontaires nationaux (Mali), assistants communautaires, appuient la mise en œuvre et le suivi des activités du projet sur le terrain.

Le projet est mis en œuvre dans un contexte sécuritaire relativement difficile, marqué notamment par la persistance et l’intensification des attaques terroristes dans la zone d’intervention. Dans ce contexte, le projet a bénéficié d’une extension sans coût de six (06) mois pour assurer l’achèvement des activités prévues dans le PRODOC. Ainsi, prévu initialement pour une période de 18 mois, le projet sera finalement exécuté sur 24 mois, du 15 août 2017 au 15 juillet 2019.

Conformément aux procédures du PBF et du PNUD le projet doit faire l’objet d’une évaluation finale. Les présents TDRs précisent les modalités et les contours de réalisation de cette évaluation finale.

1. Objectifs de l’évaluation finale

L’objectif globale de l’évaluation finale indépendante est d’analyser les résultats de la mise en œuvre du projet « Promotion de la Sécurité Communautaire et de la Cohésion Sociale dans la zone du Liptako Gourma » dans les trois pays (Burkina, Mali, Niger).

Les objectifs spécifiques de l’évaluation sont de :

* Apprécier la pertinence du projet par rapport au contexte et priorités des trois pays en matière de sécurité, de cohésion sociale, de consolidation de la paix et de développement ;
* Examiner la stratégie de mise en œuvre adoptée, notamment le fonctionnement des mécanismes de gestion et de coordination conjoints du projet ;
* Mesurer le degré de mise en œuvre du projet, son efficacité, son efficience, ainsi que la qualité des résultats obtenus ;
* Déterminer l’impact ou les effets du projet sur les populations bénéficiaires dans les régions cibles des trois pays ;
* Documenter les succès (et pourquoi) et les résultats importants qui n’ont pas été atteints (et pourquoi) pendant la mise en œuvre du projet PSCCS ;
* Tirer les leçons de la mise en œuvre de ce projet transfrontalier de consolidation de la paix en se focalisant davantage sur la manière dont les agences et les pays ont travaillé ensemble pour l’atteinte des résultats ;
* Identifier les facteurs favorables ou défavorables à la conception, à la mise en œuvre et au suivi et évaluation du projet et faire des recommandations pour la mise en œuvre de projets transfrontaliers ou conjoints ;
* Alimenter les indicateurs clés permettant d’apprécier le niveau d’atteinte des résultats escomptés à travers la mise en œuvre du projet.

1. Portée de l’évaluation

Compte tenu de ses objectifs en tant que processus d’apprentissage mais aussi de décision, l’évaluation couvrira un vaste champ, notamment la conception du projet, le choix des zones d’intervention, les stratégies de mise en œuvre, les mécanismes de suivi, la pérennisation des réalisations et le rapportage. Elle couvrira aussi bien les questions relatives aux mécanismes de coordination (à différents niveaux), à la cohérence interne au sein des bureaux pays du PNUD, à la participation des communautés ainsi qu’à l’implication des Gouvernements des trois pays.

L’évaluation se basera sur quatre des critères standards d’évaluation définis par l’OCDE/CAD, à savoir la pertinence, l’efficacité, l’efficience, et la durabilité. L’évaluation sera conduite dans l’optique de l’approche droits humains et de l’égalité des sexes. Les principales questions d’évaluation non exhaustives en lien avec les quatre critères retenus auxquelles l’évaluation devra apporter des réponses sont les suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères** | **Questions** |
| **a. Pertinence** | * Est-ce que la théorie de changement et l’approche du projet étaient pertinentes ? * Est-ce que les objectifs envisagés par le projet lors de sa conception ont répondu aux besoins de sécurisation, de cohésion sociale et de consolidation de la paix dans les communes frontalières cibles des trois pays ? * Est-ce que les objectifs du projet répondaient aux priorités nationales, régionales et aux attentes des communautés bénéficiaires ? * Dans quelles mesures le projet a été conjointement élaboré, compris, intégré et opérationnalisé de la même manière au sein de chaque pays (cadres conceptuels, cadres logiques, ciblage, mécanismes de coordination et de suivi conjoint) ? * Dans quelle mesure la stratégie de coordination en place a répondu aux attentes de mise en œuvre conjointe du projet ? * Dans quelles mesures les questions du genre et des jeunes ont été intégrés dans le projet ? * Quels ont été les mécanismes pour déterminer les interventions du projet et le choix des bénéficiaires ? * Le ciblage des bénéficiaires a-t-il été fait de manière à éviter le do no harm ? * Dans quelle mesure les outils de suivi de la mise en œuvre ont été cohérents avec le cadre logique du projet ? * Dans quelle mesure le projet s'est – il adapté à l’évolution de son environnement, notamment au plan sécuritaire et quelles stratégies conjointes d'atténuation des risques ont-elles été mises en place * Dans quelle mesure le projet contribue t’il à l’égalité des sexes, l’autonomisation des femmes et aux approches fondées sur les droits fondamentaux ? |
| **b. Efficacité** | * Dans quelle mesure les résultats escomptés du projet ont-ils été atteints ? * Quels sont les facteurs externes majeurs qui ont influencé (positivement et/ou négativement) l’atteinte des résultats attendus (y compris en termes de synergies) ? * Si les extrants n’ont pas été produits, quel changement dans la structure des intrants aurait pu y remédier ? * Comment une plus grande production des extrants permettrait-elle de mieux atteindre le but et les objectifs du projet ? * Dans quelle mesure les mécanismes de gestion de l’information ont été suffisamment efficaces pour assurer une bonne coordination et faire remonter l’information du terrain vers les bureaux pays ? * Dans quelle mesure les mécanismes de coordination et de suivi à tous les niveaux ont-ils été mis en place, ont été fonctionnels, et ont joué effectivement leur rôle ? * Dans quelle mesure les interventions du projet ont permis d’attirer d’autres partenaires pour renforcer l’action ? |
| **c. Efficience** | * Les financements mobilisés pour le projet étaient-ils suffisants pour la réalisation de toutes les activités et l’atteinte des résultats escomptés ? * Dans quelle mesure les mécanismes en place ont permis d’optimiser l’utilisation des ressources disponibles, accroitre les synergies et la complémentarité dans l’action ? * Dans quelle mesure le projet a été mis en œuvre dans les délais impartis ? * Le projet a-t-il été bien géré selon les normes attendues ? ; * Les intrants ont-ils été fournis et gérés à moindre coût ? ; * Dans quelle mesure les activités ont été mises en œuvre de la façon la plus efficiente y compris la sélection des partenaires de mise en œuvre, comparée à des alternatives possibles expérimentées dans le cadre d’autres projets ? * Dans quelle mesure les systèmes de S&E utilisés permettent-ils d’assurer une gestion efficiente du projet ? |
| **d. Pérennité** | * Quel a été le degré d’implication des bénéficiaires, notamment des communes et services techniques gouvernementaux aux différentes étapes du projet (conception, réalisation et suivi des activités en vue d'assurer leur bonne continuité) ? * Quelles ont été les stratégies mises en œuvre pour susciter la participation des bénéficiaires, en particulier les communes et les services techniques compétents au projet ? * Quelles sont les stratégies et mécanismes envisagées pour assurer la valorisation, la réplication ou l’extension des résultats atteints ; * Quel est le degré d’engagement des parties prenantes (Gouvernement, SNU, ONG, bénéficiaires) pour la pérennisation des acquis du projet, notamment en matière d’insertion socio économique des jeunes, de renforcement de sécurité communautaire et de réduction des conflits transfrontaliers liés à la transhumance ? * Y-a-t-il des obstacles à la pérennité des actions du projet ? Si oui quels sont-ils ? et comment peut-on les lever ? * Quels ont été les principaux effets catalytiques (financiers ou autres) du projet ? * Quelles mesures pourraient être adoptées pour renforcer les stratégies de désengagement et la durabilité ? |

1. Approche méthodologique de l’évaluation

Pour cet exercice, il sera fait recours aux méthodes quantitatives et qualitatives mais aussi à l’observation directe, à travers notamment des visites de sites d’interventions du projet dans les trois régions des trois pays (si les conditions sécuritaires le permettent). Toutes ces informations combinées permettront d’apporter des réponses aux questions d’évaluation ci-dessus décrites. La méthodologie qui sera détaillée par les consultants devra être en ligne avec l’approche basée sur les droits humains et l’égalité de sexes. Afin d’enrichir son analyse et de disposer d’informations fiables, l’équipe de consultants devra aussi trianguler les données disponibles issues de multiples sources.

* **Les méthodes quantitatives** : celles-ci comprennent la revue des documents pertinents et l'analyse des données quantitatives disponibles dans les services publics, chez certains partenaires d’exécutions tels que les ONG ou ailleurs, basée sur des méthodes d’analyse statistique appropriées devant faire ressortir les liens entre les interventions du projet et les résultats observés. Concernant larevue documentaire, il s’agira de passer en revue les documents et rapports pertinents, notamment les documents stratégiques UNDAF, les CPD, les documents de développement politiques, PRODOC du projet et les documents opérationnels (plans annuels de travail, les rapports d’activités et de suivi semestriels et annuels), les rapports des partenaires de mise en œuvre, les rapports des différentes réunions du comité de pilotage etc. Pour ce qui est de l’analyse des données quantitatives, il s’agira de se pencher sur les données des enquêtes et opérations récentes de collecte organisées par les services techniques étatiques, les ONG, ainsi que les agences récipiendaires dans les communes d’intervention du projet. Toutes ces données viendront en complément de celles d’une enquête légère sur les indicateurs clés à conduire au sein des communes concernées.
* **Les méthodes qualitatives** : elles incluront les groupes de discussion, l’observation directe ainsi que des entretiens avec les parties-prenantes et auprès d'informateurs clés afin de compléter les données quantitatives. L'équipe d'évaluation trouvera les alternatives les plus appropriées pour obtenir les informations les plus à même de renseigner véritablement la prise de décision. Ainsi divers groupes de population seront identifiés au sein des agences, des ministères, des structures publiques centrales et décentralisés/déconcentrées pertinentes, des institutions partenaires d’exécution, des autorités locales et aussi des représentants de bénéficiaires au Niger, Burkina et Mali. Parmi les personnes à rencontrer figurent en bonne place le staff de l’Unité de Coordination Transfrontalière (UCT) basé à Dori au Burkina Faso et ceux des équipes pays du PNUD de gestion du projet.

L’équipe d’évaluateur devra subtilement utiliser les différentes méthodes de collecte : revue documentaire, entretiens, discussions de groupe, observation directe, enquêtes (le cas échéant), etc. à la fois quantitatif et qualitatif qui permette d’assurer une complémentarité dans le traitement et l’analyse des informations, et d’éviter ainsi les assertions.

1. Livrables attendus

L’équipe d’évaluation doit produire les documents suivants :

**1. Un rapport de démarrage :** qui présente la méthodologie d'évaluation et explique clairement comment l'approche proposée apportera les réponses aux questions et permettra d’atteindre l’objectif de l'évaluation. La note doit contenir les outils de collecte de données (quantitatives et qualitatives) dans les trois pays, les critères de sélection et une cartographie des cibles, le plan d’analyse avec une matrice de l’évaluation reflétant les critères et les questions d’évaluation. La méthodologie comprendra également une proposition de chronogramme détaillé des activités et la soumission des livrables. Par ailleurs, il identifiera les défis ou risques potentiels susceptibles d’entraver la soumission des livrables dans les délais, ainsi que les mesures de mitigation envisagées. Ce document constituera la première base de travail sur laquelle l’équipe d’évaluateurs devra s’accorder avec le comité de suivi technique. Le comité aura en charge l’examen et la validation du rapport de démarrage.

**2. Un premier draft du rapport :**  qui est sera le résultat de l’ensemble des travaux des consultants. Ce rapport générera des connaissances basées sur les évidences en identifiant les lacunes aussi bien dans la conception du projet et sa mise en œuvre. Il identifiera aussi les bonnes pratiques en vue du renforcement de la programmation des projets transfrontaliers de consolidation de la paix futurs. Par ailleurs ce document fera ressortir la synthèse des résultats de l’évaluation des indicateurs clés de résultat. Les détails seront fournis en annexe. Ce premier draft sera partagé avec le comité de suivi technique afin de recueillir les premiers commentaires et amendements sur la qualité du travail fourni.

**3.** **Deuxième draft du rapport**: Sur la base des premiers commentaires et amendements du comité technique de suivi, les consultants produiront un second draft du document d’évaluation qui sera une version améliorée de la première. Cette version sera présentée au comité de pilotage transfrontalier du projet lors d’un atelier de restitution afin de recueillir les commentaires et observations des membres, ainsi que pour la validation des résultats de l’évaluation.

Ce rapport sera accompagné du **support Power Point** que l’équipe d’évaluateurs doit présenter et discuter lors de l’atelier de restitution des résultats de l’évaluation.

**5. Un rapport final provisoire :** L’équipe des consultants intègrera l’ensemble des commentaires pertinents reçus de toutes les parties prenantes. Ce rapport contiendra un résumé analytique de 3-4 pages présentant une brève description du contexte transfrontalier de mise en œuvre du projet, les objectifs de l'évaluation, un aperçu de la méthodologie, les principaux résultats, conclusions et recommandations. Les annexes du rapport incluront toutes les informations pertinentes pour l’étude mais non nécessaires dans le corps du rapport, notamment les outils de collecte de données.

**6. Une version définitive du rapport d’évaluation :** Après examen et approbation par le comité technique de suivi de la prise en compte de l’ensemble des amendements pertinents faits par les différentes parties prenantes, le responsable de l’évaluation validera la version reçue du document comme version définitive de l’évaluation.

1. Organisation de l'évaluation

Afin d’assurer la réalisation dans les meilleures conditions et délais de l’évaluation, une organisation type sera mise en place. Cette organisation s’articulera autour de trois entités principales avec des rôles et responsabilités claires. Il s’agit de :

1. Responsable de l'évaluation ;  
2. Comité technique de suivi de l’évaluation ;

3. L’équipe d'évaluateurs.

**6.1 Responsable de l'évaluation**

L’évaluation sera placée conformément au document de projet sous la coordination de l’agence lead, à sa voir le PNUD Burkina. Elle sera donc sous la responsabilité du Représentant Résident du PNUD Burkina.

Les principales tâches et responsabilités du responsable de l’évaluation sont de :

* Conduire à travers le procurement du PNUD- Burkina la sélection de l'équipe d'évaluateurs (y compris les enquêteurs) sur la base des offres reçues ;
* Coordonner avec toutes les parties prenantes concernées, la mise en œuvre de l’évaluation par l’équipe d’évaluateurs ;
* S'assurer que le contrôle de la qualité est effectué tout au long du processus d'évaluation (Fournir des commentaires à l'équipe d'évaluation, commenter les versions préliminaires du rapport initial, du plan de travail, des rapports d'évaluation préliminaire et final, approuver les rapports finaux) ;
* Organiser et présider les réunions du comité technique de suivi de l'évaluation ;
* Conseiller les parties prenantes concernées sur les questions liées à l'évaluation
* Organiser et superviser la présentation des résultats de l'évaluation à travers un atelier de restitution au comité de pilotage transfrontalier du projet.

**6.2 Comité technique de suivi de l’évaluation**

Dans le cadre du suivi et de l’assurance qualité de l’évaluation, un comité technique sera mis en place. Placée sous la responsabilité du Représentant Résident du PNUD Burkina, responsable de l’évaluation, ce comité se composera du coordinateur de l’Unité de Coordination Transfrontalière (UCT), des équipes pays PNUD de mise en œuvre du projet, des chargés de suivi évaluation des bureaux pays PNUD et du spécialiste suivi évaluation du PBF.

Les principales tâches et responsabilités du comité technique de suivi sont les suivantes :

* Assurer le suivi et la coordination d’ensemble du processus de réalisation de la mission d’évaluation ;
* Participer au cadrage de la mission
* Mettre à la disposition de l’équipe des consultants, toute la documentation disponible sur le projet
* Faciliter les rendez-vous entre l’équipe du projet et les différentes parties prenantes de la mise en œuvre du projet et les bénéficiaires de la région du sahel au Burkina Faso au Niger et au Mali
* Recevoir et ventiler tous les drafts de livrables produits dans le cadre de la mission
* Faire des amendements et des commentaires à tous les documents produits dans le cadre de la mission
* Assurer la centralisation, la compilation et la transmission de tous les commentaires à l’équipe de consultants
* Organiser la restitution des résultats de l’évaluation
* S’assurer de la prise en compte de l’ensemble des amendements dans la version finale du document d’évaluation
* Partager la version finale de l’évaluation

**6.3 Equipe d'évaluation**

L'évaluation sera réalisée par une équipe d'évaluateurs indépendants composée de consultants externes et un staff d’appui logistique des bureaux PNUD des trois pays et de l’UCT du projet. L’équipe de consultants sera composée d’un consultant international chef de mission et de trois consultants nationaux, à raison d’un consultant par pays et la présente demande de proposition de services est relative à la sélection de l’expert associé pour le compte du Burkina.

Les principes d’évaluation du Comité concernant l’indépendance de l’équipe d’évaluation seront appliqués. L’équipe d’évaluation procédera à l’évaluation sur la base d’un contrat passé avec le PNUD-Burkina.

De façon globale, l'équipe d'évaluation devra :

* Préparer et mener à bien l’évaluation conformément au mandat défini ;
* Assumer la responsabilité des constatations, conclusions et recommandations de l'évaluation ;
* Rendre compte hebdomadairement par courrier électronique au responsable de l'évaluation (chaque vendredi) de l'avancement de l'évaluation tout au long du processus ;
* Coordonner et planifier des réunions et des visites sur le terrain avec l'assistance logistique des bureaux pays PNUD des trois pays et de l’UCT ;
* Assurer l'assurance qualité du processus et de tous les documents qui seront produits dans le cadre de l'évaluation conformément au plan d'assurance qualité ;
* Assurer à la demande du responsable de l’évaluation, la restitution de la version provisoire du rapport d’évaluation.

**6.4 Consultant national**

1. **Principales responsabilités**

Les consultants associés (évaluateurs nationaux) sont membres de l’équipe d’évaluation. A ce titre, ils prennent activement part à toutes les phases en y apportant leur expérience, leur expertise, leur parfaite connaissance du contexte socio-culturel et socio-économique ainsi que des dynamiques culturelles. Ils contribuent activement à la revue de la littérature, la collecte et l'analyse de données quantitatives et qualitatives, mais aussi à la rédaction du rapport d’évaluation. Une répartition des responsabilités sera faite afin qu’il y ait une parfaite complémentarité et harmonie dans le travail de l’équipe, à toute les phases.

1. **Profil du consultant national associé**

**Qualification académique**

Être titulaire d’un diplôme universitaire du niveau BAC+5 (au moins) dans les domaines des sciences sociales ([sociologie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sociologie), [économie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sciences_%C3%A9conomiques), [démographie](https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie) …), de la gestion des projets, du développement international ou tout autre domaine technique connexe.

**Expérience professionnelle**

* Avoir une expérience d’au moins cinq (05) années dans l’un des domaines de résultat du projet (insertion socio économique des jeunes et des femmes, sécurité communautaire, gestion des conflits lié à la transhumance) ;
* Au moins cinq années d'expérience pertinente dans l’évaluation des programmes et projets de développement travaillant avec divers partenaires (minimum 5 évaluations).
* Une bonne connaissance du contexte programmatique d’au moins l’un des pays (pays de soumission) de la zone du Liptako-Gourma (Burkina, Mali et Niger).

**Compétences et aptitudes**

* Excellente capacité de synthèse et de rédaction des documents.
* Compétence dans le domaine des entretiens/interviews et dans le domaine de la facilitation.
* Bonne aptitude à travailler en équipe

**Langues requises**

* Excellente maîtrise du français.
* La connaissance d’une ou plusieurs langues locales de la zone du projet serait un atout

**Charge de travail : 20 jours /homme**

Par ailleurs, en fonction de la méthodologie globale de travail retenue par le consultant international, chef de mission, l’équipe de consultants pourra s’adjoindre dans chaque pays une petite équipe d’enquêteurs qui aura en charge d’administrer un questionnaire sur l’enquête légère relatifs aux principaux indicateurs du projet.

**NB : Chaque consultant national s’adjoindra un ou deux enquêteurs qui seront place sous sa responsabilité et qui auront pour principale mission, la collecte des données de perception sur les indicateurs clés. La charge de travail de chaque enquêteur est estimée à 14 jours maximum à inclure dans l’offre du consultant sous la rubrique frais d’enquête.**

1. Processus de sélection

Les offres des consultants seront évaluées sur la base des critères et notations mentionnés dans le tableau ci-dessous. Les soumissionnaires doivent respecter les limites de pages indiquées par section. Les candidats sont également encouragés à éviter un langage trop générique et à fournir une offre appropriée, descriptive et spécifique en lien avec les livrables attendus.

|  |  |
| --- | --- |
| ***Critère*** | ***Point Max.*** |
| *Offre technique* |  |
| * Être titulaire d’un diplôme universitaire du niveau BAC+5 (au moins) dans les domaines des sciences sociales ([sociologie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sociologie), [économie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sciences_%C3%A9conomiques), [démographie](https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie) …), de la gestion des projets, du développement international ou tout autre domaine technique connexe | (20 points) |
| * Avoir une expérience d’au moins cinq (05) années dans l’un des domaines de résultat du projet (insertion socio économique des jeunes et des femmes, sécurité communautaire, gestion des conflits lié à la transhumance) ; | (20 points); |
| * Au moins cinq années d'expérience pertinente dans l’évaluation des programmes et projets de développement travaillant avec divers partenaires (minimum 5 évaluations). | (30 points) |
| * Une bonne connaissance du contexte programmatique d’au moins l’un des pays (pays de soumission) de la zone du Liptako-Gourma (Burkina, Mali et Niger). | (10 points); |
| * Méthodologie de travail | (20 points) |
| *Offre financière* | *(30%)* |

**NB : Seuls les candidats dont les notes techniques sont supérieures ou égales à 70 verront leur offre financière évaluée.**

Pour la proposition financière, chaque consultant est tenu d’intégrer dans son offre, ses honoraires journaliers, les frais de collecte des données (estimatifs des frais de location de véhicules, des frais de saisie, de traitement de données, d’impression et de photocopie, etc.). L’offre sera soumise en dollars américains et son montant total (tout frais inclus) indiqué.

1. Déontologie de l’évaluation

L’évaluation sera conduite conformément aux principes mis en avant dans les « Directives éthiques pour l’évaluation » du GNUE42.

« La présente évaluation sera réalisée dans le respect des principes énoncés dans les « Directives éthiques pour l’évaluation » du GNUE. Le consultant doit veiller à sauvegarder les droits et la confidentialité des personnes fournissant les informations, par des mesures pour garantir la conformité avec les codes juridiques régissant la collecte et la publication de données. Le consultant doit également assurer la sécurité des informations collectées et prévoir des protocoles permettant de garantir l’anonymat et la confidentialité des sources d’information lorsque cela est requis. Les connaissances et les données acquises au cours du processus d’évaluation doivent par ailleurs être utilisées pour l’évaluation uniquement, à l’exclusion de tout autre usage sans l’autorisation expresse du PNUD et de ses partenaires ».

1. Annexe : Normes à prendre en compte pour le rapport

L’équipe d’évaluation devra produire un rapport qui répond aux standards du système des Nations Unies[[1]](#footnote-1). Il doit comprendre les éléments suivants :

**1. Résumé analytique** de 3 à 4 pages qui donne un aperçu des éléments essentiels du rapport. Ce résumé peut être lu et utilisé de façon autonome tant il sera complet et concis. Il comprend :

* Une vue d'ensemble de l'objet de l'évaluation
* Les objectifs de l'évaluation
* La méthodologie de l'évaluation
* Les résultats et les conclusions les plus pertinents
* Les principales recommandations.

**2. Objet et but de l'évaluation** : l'évaluation devrait décrire clairement l'objet qui est en train d’être évalué, notamment le modèle logique et/ou la chaîne des résultats attendus, les stratégies d’exécution et l'intervention, la couverture des interventions, et les principales hypothèses. Le but de l'évaluation doit être clairement défini, notamment la raison pour laquelle cette évaluation s’imposait à ce moment précis, quelles sont les informations recherchées, qui en a besoin et comment elles seront utilisées.

**3. Questions et critères de l'évaluation** : le rapport de l’évaluation doit préciser les questions de l'évaluation ainsi que les critères d'évaluation utilisés ou non utilisés.

**4. Méthodologie** : le rapport doit contenir une description claire de la méthodologie et une description complète de la participation des acteurs dans l'évaluation. Elle détaillera quelles données ont été collectées, comment elles ont été collectées et par qui, les limites possibles de l’évaluation, etc.

**5. Résultats de l’évaluation** devraient porter sur les critères d’évaluation ainsi que les critères transversaux (le genre, les droits humains, la gestion axée sur les résultats). Les résultats seront objectivement présentés avec des données et preuves. Les limites/gaps dans les données ainsi que les résultats non anticipés seront également présentés et discutés. Les raisons de non-réalisation des droits, des échecs particulièrement les contraintes récurrentes doivent être identifiées autant que possible. Enfin, les résultats doivent être présentés avec clarté, logique et cohérence.

**6. Conclusions** devraient porter sur les objectifs d'évaluation et les questions clés, s’appuyer sur des faits et être logiquement liées aux résultats de l'évaluation et donner un aperçu des problèmes importants identifiés et/ou de leurs solutions.

**7. Les enseignements tirés** sont des contributions à la connaissance générale. Ils doivent être bien soutenus par les résultats et les conclusions présentées.

**8. Recommandations** : le rapport décrit le processus de l'élaboration de recommandations, notamment la consultation avec les parties prenantes et doit identifier clairement le groupe cible pour chaque recommandation.

**9. Annexes** **devraient contenir** : les TDR, la bibliographie, la liste des personnes interviewées et des sites visités, des informations supplémentaires sur la méthodologie, les outils de collecte de données, etc.

1. United Nations Evaluation Group (UNEG) Quality Checklist for Evaluation Reports:

   <http://www.unevaluation.org/papersandpubs/documentdetail.jsp?doc_id=607> [↑](#footnote-ref-1)